



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**ACCORD-CADRE N°2411PA007**

---

**Commercialisation, conception, organisation et aménagement d'une convention  
d'affaires destinée aux professionnels du transport fluvial : Riverdating 2025**

---

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE  
175 rue Ludovic Boutleux  
CS 30820  
62408 BETHUNE

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Type d'accord-cadre .....	3
1.4 - Prestations complémentaires .....	3
2 - Pièces contractuelles .....	3
3 - Durée et délais d'exécution .....	4
3.1 - Durée du contrat ou prévisionnelle des prestations .....	4
3.2 - Délais d'exécution .....	4
4 - Intervenants .....	4
4.1 - Pouvoir adjudicateur .....	4
4.2 - Autres intervenants .....	5
4.3 - Titulaire .....	5
4.4 - Sous-traitance .....	5
5 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
6 - Protection des données à caractère personnel .....	6
8 - Conditions et modalités d'exécution .....	9
8.1 - Prestations à prix global et forfaitaire (Décomposition du prix global et forfaitaire et engagement sur chiffre d'affaires (DPGF)) .....	9
8.2 - Prestations à prix unitaires exécutées par bons de commande (BPU) .....	9
8.3 - Modifications de caractère technique en cours d'exécution des prestations .....	10
8.4 - Constatation de l'exécution des prestations .....	10
8.5 - Réception, ajournement, réfaction et rejet des prestations .....	10
9 - Prix .....	11
9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	11
9.2 - Primes pour la réalisation d'objectifs spécifiques .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
9.3 - Modalités de variation des prix .....	12
10 - Clause de réexamen .....	12
11 - Avance et clauses de financement et de sûreté .....	12
11.1 - Conditions de versement et de remboursement de l'avance .....	12
11.2 - Cautionnement .....	13
11.3 - Nantissement de l'accord-cadre .....	13
11.4 - Retenue de garantie .....	13
12 - Modalités de règlement des comptes .....	13
12.1 - Règlement des comptes au titulaire .....	13
12.2 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants .....	16
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	17
14 - Pénalités .....	18
14.1 - Pénalités de retard .....	18
14.2 - Autres pénalités spécifiques .....	18
14.3 - Règles communes aux différentes pénalités .....	20
15 - Changements affectant la situation du titulaire .....	20
16 - Assurances .....	20
17 - Résiliation du contrat .....	20
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	20
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	21
18 - Ethique et respect des principes de développement durable .....	21
19 - Règlement des litiges et langues .....	22
20 - Dérogations au CCAG - Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) .....	22

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Le présent accord-cadre a pour objet la commercialisation, la conception, l'organisation et l'aménagement d'une convention d'affaires destinée aux professionnels du transport fluvial Riverdating 2025.

La description détaillée des prestations attendues est précisée au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### Lieu(x) d'exécution :

L'édition Riverdating 2025 se déroulera au Centre des congrès de Lyon, les 3 et 4 décembre 2025.

Les réunions de travail pourront se dérouler dans les locaux de VNF, à Béthune (175 rue Ludovic Boutleux - 62 408) ou Paris (156 rue du Faubourg St Denis - 75 010) ou à Lyon, ou être organisées à distance (par visioconférence comme indiqué au CCTP).

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition ni en lots, ni en phases, ni en tranches.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

Le marché est conclu sous forme d'un accord-cadre à bons de commandes à prix mixtes avec un opérateur économique, en application des articles L2125-1-1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il comprend un prix global et forfaitaire pour les prestations principales de l'accord-cadre (montant total de la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) duquel sera déduit l'engagement de rétrocession de chiffres d'affaires demandé par VNF) et des prix unitaires référencés dans le Bordereau des prix unitaires (BPU) pour les prestations non quantifiables à ce jour. Ces prestations à prix unitaires seront mises en œuvre, le cas échéant, au moyen de bons de commandes.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum. Le montant cumulé des prestations à prix global et forfaitaire et des prestations à prix unitaires ne pourra pas dépasser le montant maximum suivant :

Montant minimum	Montant maximum
SANS	280 000 € HT

La prestation à prix global et forfaitaire sera commandée une fois.

VNF demande au titulaire un engagement de rétrocession sur le chiffre d'affaires de l'évènement qui lui sera rétrocédé dans les conditions précisées à l'article 8.1 du présent CCAP et viendra donc en déduction du prix à régler par VNF au titulaire au titre du présent marché.

Les prestations à prix unitaires seront réglées par l'application des prix du BPU du titulaire, aux quantités effectivement commandées et réalisées. L'émission des bons de commande s'effectue au fur et à mesure des besoins et fait l'objet d'une demande explicite du représentant du pouvoir adjudicateur.

## 1.4 - Prestations complémentaires

En cas d'éventuels achats complémentaires, le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux avenants (dans les cas énumérés aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique) et aux marchés publics de prestations similaires.

# 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le mémoire titulaire, reprenant les éléments exigés dans le règlement de la consultation ;
- Les bons de commande transmis au titulaire pendant la durée de l'accord-cadre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs de sous-traitance, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie délivrée par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG-PI, et plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

La notification est effectuée par recommandé électronique avec accusé de réception, via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

### 3 - Durée et délais d'exécution

#### 3.1 - Durée du contrat ou prévisionnelle des prestations

La durée de l'accord-cadre est d'un an à compter de sa date de notification au titulaire.

Il pourra être reconduit expressément une fois, uniquement dans le cas d'un report de la date du Riverdating jusqu'au 30/06/2026. Par ailleurs, le cas échéant, le titulaire sera informé de cette reconduction avant le 30/10/2025.

La date prévisionnelle de notification est fin janvier 2025.

#### 3.2 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés :

- dans le planning indiqué dans le mémoire technique du titulaire pour la prestation à prix global et forfaitaire, qui doit respecter les échéances fixées dans le CCTP,
- dans les bons de commande pour les prestations à prix unitaires.

En cas de non-respect de ces délais, les pénalités prévues à l'article 14 du présent CCAP seront applicables.

Les délais de vérification et de réception ne sont pas inclus dans les délais d'exécution du titulaire.

Les modalités de prolongation des délais sont les suivantes :

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

La prolongation des délais d'exécution s'effectue par ordre de service ou courrier envoyé en recommandé avec accusé de réception ou par courrier électronique avec un retour d'accusé de réception.

Le délai de prolongation ne sera pas pris en compte dans la computation des délais d'exécution. Cette prolongation ne peut cependant avoir pour effet de prolonger la durée globale de l'accord-cadre.

### 4 – Intervenants

#### 4.1 – Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est Voies navigables de France (VNF).

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur général de VNF ou toute personne habilitée pour l'exécution du marché.

Le directeur du développement (DDEV), son adjoint(e) ou toute personne désignée par le Directeur Général pour le remplacer, sont chargés de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre. Il est compétent pour passer différents actes d'exécution (bons de commande, etc.). Ils reçoivent des titulaires les pièces concrétisant la réalisation

des prestations, ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Ils procèdent ainsi aux opérations de vérifications et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

#### **4.2 – Autres intervenants**

La location de la salle, les stands précisés au CCTP ainsi que toutes les prestations liées à son exploitation (électricité, éclairage, chauffage, accès spécifique, nettoyage, sécurité, gardiennage, wifi, etc.) sont financées par VNF. Le choix du site et la contractualisation de la location est assurée par VNF.

Le titulaire du présent marché a cependant pour mission de coordonner sa mission en lien avec le gestionnaire de salle, dont les coordonnées lui seront utilement communiquées par VNF, et avec les autres prestataires (animation, traiteur, etc.).

#### **4.3 – Titulaire**

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, le titulaire désigne nommément à l'acte d'engagement :

- une personne habilitée à représenter le titulaire pour recevoir en main propre ou par voie électronique les actes d'exécution pour notification (bons de commande, décisions de prolongation, etc.), d'éventuels avenants ou autres.

- un chef de projet, responsable du bon accomplissement des missions et tâches, qui sera l'interlocuteur principal et privilégié pour la gestion opérationnelle des prestations. Il pourra être convoqué à toute réunion, et devra y être impérativement présent sous peine de pénalités. Il assurera un rôle transversal entre les différents intervenants du projet. animateur de l'équipe, le chef de projet aura donc une fonction de généraliste et d'ensemblier. Il aura notamment pour compétence de savoir faire progresser les prestations de manière itérative et transversale.

Le titulaire indique par ailleurs, dans son mémoire technique, les profils et les qualifications requises des personnes affectées à la réalisation des prestations.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que des durées d'affectation.

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG-PI, dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le ou les chefs de projet, le titulaire en avise le pouvoir adjudicateur sans délais et s'engage à fournir un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et en communique le nom dans un délai de 15 jours à compter de l'avis mentionné précédemment. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par ce changement.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 15 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 15 jours pour proposer un autre remplaçant. Si ce dernier n'est pas accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai 15 jours, le titulaire s'expose à la résiliation du marché public à ses torts.

Le titulaire encourt ainsi la résiliation de l'accord-cadre dans les cas suivants :

- le titulaire ne désigne pas de remplaçant dans le délai requis à compter de l'avis de départ ou de la non-acceptation du premier remplaçant proposé ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur récusé le second remplaçant proposé.

#### **4.4 - Sous-traitance**

La sous-traitance totale est interdite.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, celui-ci le sera au moyen d'une déclaration de sous-traitance joint au présent accord-cadre.

## **5 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes :

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura la connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Le personnel du titulaire et des sous-traitants éventuels est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte de VNF. Il s'interdit tout usage personnel des données de base et fichiers sans l'autorisation expresse de VNF.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité. En cas de sous-traitance, il revient donc au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire Voies navigables de France à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par VNF, au titre de l'article 1384 du code civil.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

## **6 - Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Les dispositions relatives au respect de la réglementation sur la protection des données sont précisées à l'article 14 du CCTP.

## **7 – Prise en compte du développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social et à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

### **7.1 - Insertion par l'activité économique**

#### **7.1.1 Engagement du titulaire**

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, VNF a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges du présent accord-cadre une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le titulaire doit réserver un nombre d'heures minimum d'insertion à réaliser pour l'accord-cadre : 10 heures pour chaque volume de 10 000 €HT de prestations commandées.

Le nombre d'heures d'insertion est donc à rendre proportionnel au montant réellement commandé pour l'accord-cadre.

Après notification du marché, les modalités de réalisation de l'engagement d'insertion pourront être précisées entre le titulaire, VNF et l'organisme désigné au point 7.1.4 du CCAP.

A l'issue du marché, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé par le titulaire.

#### **7.1.2 Publics éligibles**

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement de la clause d'insertion.

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits,
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail, orientés en milieu

- ordinaire et demandeurs d'emploi,
- les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de la pension d'invalidité,
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L. 5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième Chance (E2C).

En outre, le facilitateur mentionné à l'article 7.1.4, peut admettre comme publics éligibles d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Les personnes ciblées par la clause d'insertion devront être validées par la structure accompagnatrice citée ci-dessous ; l'éligibilité des publics devra être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

### **7.1.3 Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion**

Trois solutions sont proposées aux entreprises attributaires :

- le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une Entreprise d'Insertion (EI) ou une Entreprise Adaptée (EA).
- la mise à disposition de salariés ;

Dans ce cas, l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- d'une Association Intermédiaire (AI),
- d'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ou d'une Agence d'Emploi (dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du Code du travail),
- d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).
- l'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché.

### **7.1.4 Modalités de mise en œuvre**

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

**Elsa MAUNIER - Facilitatrice Clause Sociale**

Maison métropolitaine d'insertion pour l'emploi Lyon Métropole

24 rue Etienne Rognon

69007 LYON

Tél : 04.78.60.20.82 – 07.68.09.69.91

E-mail : [emaunier@lyonmetropole-mmie.fr](mailto:emaunier@lyonmetropole-mmie.fr)

### **7.1.5 Modalités de contrôle**

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande de l'organisme désigné par VNF pour le suivi de la mise en œuvre de la clause d'insertion ou de VNF directement, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action dans le cadre de l'accord-cadre.

En cas de non-respect de l'action d'insertion ou d'absence ou de refus de transmission de ces renseignements, le titulaire encourt l'application des pénalités prévues à l'article 14.2 du CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer VNF par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur désigné par VNF au présent CCAP, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, VNF peut procéder à la résiliation de l'accord-cadre.

## **7.2 – Réduction des impacts environnementaux**

### **7.2.1 Engagement du titulaire**

VNF souhaite réduire les impacts environnementaux susceptibles d'être générés par l'organisation de Riverdating 2025.

Dans cette optique, le titulaire de l'accord-cadre devra fournir des stands éco-conçus.

La démarche d'écoconception consiste à prendre en compte les impacts générés par les produits à chaque étape de leur cycle de vie, depuis l'extraction des matières premières jusqu'à leur élimination, en passant par les phases de fabrication, de distribution et d'utilisation.

Cette obligation pourra être mise en œuvre notamment par l'intermédiaire des moyens suivants :

- en privilégiant les stands réutilisables et donc résistant au démontage,
- en utilisant des matières naturelles et renouvelables ou synthétiques recyclables,
- en choisissant des panneaux pour lesquels les traitements et colles utilisant des produits dangereux sont limités,
- en réutilisant des emballages ou en les recyclant,
- en privilégiant du mobilier à mono-matière,
- en limitant la consommation d'énergie sur le stand (exemple des lampes à basse consommation),
- en recourant à de la moquette dite « écologique » ou équivalent.

Cette liste est non exhaustive. Le titulaire pourra, s'il le souhaite, utiliser des moyens autres pour remplir cette obligation dès lors qu'une démarche environnementale est mise en œuvre dans l'une des étapes du cycle de vie (au niveau des matières premières, de la fabrication des stands, du transport et du stockage, de l'utilisation ou de la valorisation du stand).

VNF demande expressément que la part des espaces éco-conçus représente 50 % minimum des espaces aménagés directement par le titulaire (pôle fluvial, pôle partenaires, friend meeting zone et stands spécifiques qualitatifs).

En dehors de l'écoconception des stands, VNF exige également que les impressions sur papier soient limitées au strict nécessaire. Les titulaires devront réaliser les impressions sur du papier présentant des garanties environnementales sérieuses (PEFC, FSC ou équivalent). Les impressions noir et blanc seront à privilégier ainsi que le format recto-verso, sauf demande expresse contraire de VNF.

Enfin, le titulaire est fortement incité à privilégier des moyens de transport respectueux de l'environnement pour l'ensemble de ses déplacements réalisés dans le cadre de l'accord-cadre. Par cette expression, VNF entend l'utilisation d'un véhicule produisant peu ou pas d'émissions polluantes lors de son utilisation. Le titulaire pourra également inciter les participants à faire de même lors des communications réalisées sur l'événement.

### **7.2.2 Modalités de contrôle**

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution des actions de réduction des impacts environnementaux pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

Une fois l'évènement réalisé, le titulaire fournira, dans un délai de 15 jour ouvré, un rapport écrit sous format PDF répertoriant l'ensemble des éléments ayant participé à l'action d'écoconception du stand, et l'ensemble des coûts engendrés par cette démarche.

En cas de non-respect de l'obligation de réduction des impacts environnementaux, ou d'absence ou de refus de transmission de ces renseignements, le titulaire encourt l'application des pénalités prévues à l'article 14.2 du CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer VNF par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement de réduction des impacts environnementaux, VNF peut procéder à la résiliation de l'accord-cadre.



## 8 – Conditions et modalités d'exécution

### 8.1 - Prestations à prix global et forfaitaire (Décomposition du prix global et forfaitaire et engagement sur chiffre d'affaires (DPGF))

Les prestations décrites dans le CCTP seront rémunérées par application de prix global et forfaitaire détaillé dans la DPGF.

VNF demande au titulaire un engagement sur chiffre d'affaires de 100 000 €HT qui lui sera rétrocédé et viendra donc en déduction du prix global et forfaitaire à régler par VNF au titulaire au titre du présent marché.

Les recettes seront partagées entre le titulaire et VNF de la manière suivante :

- Un montant de **100 000 €HT au bénéfice de VNF correspondant à un engagement sur chiffre d'affaires** ; ce montant de 100 000 €HT (qui correspond à une quote part du chiffre d'affaires prévisionnel lié à la commercialisation de l'évènement Riverdating) sera obligatoirement rétrocédé et ainsi déduit automatiquement du prix global et forfaitaire de la DPGF à régler par VNF au titulaire du présent marché.

- Le chiffre d'affaires réalisé par le titulaire **au-delà de ces 100 000 €HT sera partagé entre VNF et le titulaire** suivant la grille ci-dessous :

CA HT atteint	Taux de rétrocession	
entre 100.001 et 120.000	90%	les 90% s'appliquent sur les 20.000 EUR de la première tranche (dans la limite du CA atteint)
entre 120.001 et 140.000	80%	les 80% s'appliquent sur les 20.000 EUR de la seconde tranche (dans la limite du CA atteint) et s'ajoutent au montant calculé sur la 1ère tranche
entre 140.001 et 160.000	70%	les 70% s'appliquent sur les 20.000 EUR de la troisième tranche (dans la limite du CA atteint) et s'ajoutent aux montants calculés sur les 1ère et 2ème tranches
supérieur à 160.000	50%	les 50% s'appliquent sur le montant de la recette supérieure à 160.000 EUR et s'ajoutent aux montants des 3 tranches précédentes

La rétrocession supplémentaire sera également à déduire du prix global et forfaitaire lors de la facturation par le titulaire.

### 8.2 - Prestations à prix unitaires exécutées par bons de commande (BPU)

Les prestations à prix unitaires du BPU sont exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et rémunérées par application des prix indiqués au BPU aux prestations commandées et réalisées.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du présent accord-cadre.

L'exécution d'un bon de commande peut se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre, dans le cadre du délai d'exécution prévue au bon de commande concerné, sans toutefois méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

Les bons de commande peuvent être adressés pendant les jours et heures ouvrés, du lundi au vendredi, par lettre recommandée avec accusé de réception, par télécopie avec un retour d'accusé de réception, par courrier électronique ou notifiés en main propre. En cas d'envoi par télécopie ou par courrier électronique, le titulaire doit accuser réception dans le délai maximum de 48 heures ouvrées par renvoi en télécopie ou par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique ou l'accusé de réception électronique de VNF fait foi en cas de contestation.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 48 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Après analyse des observations, le pouvoir adjudicateur peut décider d'émettre un bon de commande rectificatif.

Les bons de commande comporteront :

- la référence de l'accord-cadre;
- la désignation de la ou les prestation(s) ;
- le(s) délai(s) d'exécution des missions ;
- la/les quantité(s) commandée(s) ;
- le(s) prix unitaire(s) ;
- le montant du bon de commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- toutes mentions et précisions utiles.

Le montant de la commande est calculé par VNF selon les prix référencés dans le BPU.

Un bon de commande émis peut être annulé par la notification d'une annulation. Le titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants, et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Un bon de commande émis peut être modifié par notification d'une modification au titulaire, si celle-ci concerne l'exécution des prestations. Si la modification concerne l'objet même des prestations ou leur quantité, le bon de commande fera l'objet d'une annulation notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur qui émettra un nouveau bon de commande prenant en compte ces modifications.

### **8.3 - Modifications de caractère technique en cours d'exécution des prestations**

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose, dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG-PI.

En complément à l'article 23 du CCAG-PI, les modifications de caractère technique, n'entraînant pas d'incidence financière sur le montant initial de l'accord-cadre, ni de modification sur les délais de réalisation, sont prescrites au titulaire par décision unilatérale, envoyée par courrier électronique avec accusé de réception.

En complément à l'article 23 du CCAG-PI, il revient au titulaire de démontrer l'existence d'une incidence financière et/ou d'une modification des délais de réalisation. Il dispose à cet effet d'un délai de trois mois à compter de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur prescrivant ou acceptant les modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent. A l'issue de ce délai et en l'absence de réponse du titulaire, la modification de caractère technique sera considérée comme n'entraînant pas d'incidence financière et/ou de modification de délai de réalisation.

### **8.4 - Constatation de l'exécution des prestations**

VNF effectue, en vue de leur admission, les vérifications quantitatives et qualitatives des prestations réalisées.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations fournies par le titulaire répondent aux exigences de l'article 28 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le représentant du pouvoir adjudicateur est dispensé d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Si ce dernier souhaite y assister, il en informe le pouvoir adjudicateur au moment de la remise des prestations.

En complément à l'article 28 du CCAG-PI, les notifications des décisions de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet pourront se faire par échange de courriels.

### **8.5 - Réception, ajournement, réfaction et rejet des prestations**

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction et de rejet des prestations fournies par le titulaire répondent aux exigences de l'article 29 du CCAG-PI.

Dans le cas d'une décision d'ajournement ou de rejet des prestations, par dérogation aux articles 29.2.1 et 29.4.2 du CCAG-PI, le titulaire doit mettre au point ou exécuter à nouveau, à ses frais, les prestations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans la décision notifiée au titulaire. Cette décision peut être communiquée par courriel au titulaire.

Afin de faciliter le respect de ces délais par le pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à lui communiquer, au fur et à mesure de leur élaboration et sur simple demande de sa part, les versions intermédiaires des livrables.

## 9 – Prix

### 9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Le présent accord-cadre est conclu à **prix mixtes**.

Ces prix comprennent un prix global et forfaitaire pour les prestations principales de l'accord-cadre (montant total de la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), déduction faite de la rétrocession sur chiffre d'affaires fixée à l'article 8.1), et des prix unitaires référencés dans le Bordereau des prix unitaires (BPU) pour les prestations non quantifiables à ce jour. Ces prestations unitaires seront mises en œuvre, le cas échéant, au moyen de bons de commandes.

Le montant cumulé des prestations commandées (prestations à prix global et forfaitaire déduction faite de la rétrocession sur chiffre d'affaires + prestations à prix unitaires) ne pourra pas dépasser le **montant maximum de 280 000 € HT** sur la durée de l'accord-cadre.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG-PI, les prix des prestations décrites dans le CCTP et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés, les différentes réunions y compris la préparation, l'établissement des comptes rendus de réunions, les documents et livrables exigés et les frais de reprographie, le prix des droits cédés (cession à titre exclusif des droits de propriété intellectuelle), les marges pour risque et les marges bénéficiaires et les frais de déplacement et d'hébergement à l'exception de la réunion sur site (Lyon, Béthune ou Paris), et tous les frais y afférents.

Le prix de réunion du BPU est établi hors frais de déplacement et d'hébergement. Dans le cadre de l'exécution de cette prestation, les frais de déplacement et d'hébergement strictement nécessaires à la réunion sont remboursés au réel sur la base de justificatifs et dans la limite de la politique de déplacement exposée ci-dessous.

#### Frais réels :

Le titulaire formulera une demande mensuelle par écrit à VNF, postérieurement aux déplacements et produira à ce titre les justificatifs correspondant à sa demande.

Le temps de trajet et les frais de repas ne font pas l'objet d'une prise en charge financière de la part de VNF et restent à la charge du titulaire.

Les déplacements en train seront remboursés uniquement sur la base d'un billet de deuxième classe et pour l'avion sur la base d'un billet classe économique.

Les déplacements en taxi ou en véhicule de transport avec chauffeur (VTC) seront remboursés sur la base des justificatifs produits par le titulaire uniquement s'ils sont nécessaires à l'exécution de la prestation et que le trajet effectué, ou une partie de celui-ci, ne pouvait l'être par aucun autre moyen de transport moins onéreux après accord avec VNF.

Pour les indemnités kilométriques, le barème applicable est celui publié par l'administration fiscale française et applicable aux agents VNF : [Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#).

Pour l'hébergement : Le barème est celui qui est applicable aux agents de droit privé de VNF. Toute évolution du barème sera communiquée au titulaire de l'accord-cadre en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le barème applicable à la date de la remise des offres pour la France métropolitaine est le suivant :

Frais d'hôtellerie en France			
	Commune de Paris	Grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris (*)	Autres villes françaises
Forfait au 01/01/2024	129,56 €	94,24 €	94,24 €

Le prestataire, en tant que professionnel averti, doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas susceptibles d'être rencontrés au cours de l'exécution des prestations définies dans le CCTP.

Tous les prix sont établis en euros.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurants dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des décomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

## 9.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont **fermes** pour toute la durée de l'accord-cadre.

Toutefois, les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée par application d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$C(n) = \text{Syntec}(n) / \text{Syntec}(0)$$

dans laquelle :

- au dénominateur figurent les valeurs des index correspondant au mois zéro (Mo = mois précédant la date de remise des offres) ;
- au numérateur figurent les valeurs de ces mêmes index afférentes au mois n de lancement des prestations moins 3 mois.

L'indice utilisé est le suivant : Syntec (coût de la main d'œuvre, essentiellement de nature intellectuelle, pour des prestations fournies dans les contrats des branches professionnelles représentées par la Fédération Syntec : Informatique, Ingénierie et Groupement Syntec des Syndicats d'Etudes et de Conseil, publié sur le site à l'adresse suivante : <http://www.syntec.fr/>).

Conformément à l'article 10.1.2 du CCAG-PI, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations, et constitue le prix de règlement.

## 10 – Clause de réexamen

Le présent marché comprend, en tant que prestations supplémentaires éventuelles (PSE), la conception et l'organisation de la convention Riverdating de manière dématérialisée.

Si en cours d'exécution du présent accord-cadre initialement prévu pour organiser l'évènement en présentiel, une nouvelle crise sanitaire ou les règles de sécurité imposées par le gouvernement notamment par la crise sanitaire, contraignent les rassemblements ou les déplacements, les mesures suivantes pourront être déclenchées par VNF :

- VNF pourra demander au titulaire d'organiser l'évènement de manière dématérialisée en déclenchant les prestations supplémentaires éventuelles prévues au BPU, en remplacement de tout ou partie des prestations de la DPGF ;

- VNF pourra reporter la date du Riverdating jusqu'au 30/06/2026 et organiser Riverdating éventuellement dans une autre salle d'une autre ville. Les conditions du présent accord-cadre et du présent BPU s'appliqueront et VNF mettra en relation le titulaire du marché avec le nouveau propriétaire du hall d'exposition. Le titulaire du marché sera prévenu de cette modification avant le 30/10/2025.

Dans ces hypothèses, l'accord-cadre pourra ainsi faire l'objet de modifications en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, sur la base d'un réexamen du montant des prestations à prix global et forfaitaire, qui pourra alors être modifié seulement après accord des parties, le montant maximum de l'accord-cadre restant quant à lui inchangé.

## 11 – Avance et clauses de financement et de sûreté

### 11.1 - Conditions de versement et de remboursement de l'avance

Une avance telle que prévue aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12, R. 2191-16, R. 2191-17 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, pourra être accordée au titulaire s'il ne la refuse pas dans l'acte d'engagement.

En application de l'article R. 2191-16 du Code de la commande publique, dans le cas d'un accord-cadre sans montant minimum, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Pour la prestation à prix global et forfaitaire :

Sur la base de l'article 11 option A du CCAG-PI, le montant de l'avance est fixé à 10 % du prix global et forfaitaire, dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Ce taux est porté à 20 % pour les PME. Cette avance est

calculée sur la base du montant du prix global et forfaitaire, diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Pour les prestations à prix unitaires commandées pas bons de commande :

Sur la base de l'article 11 option A du CCAG-PI, le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant du bon de commande si celui-ci est supérieur à 50 000 €HT et si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois. Ce taux est porté à 20 % pour les PME.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance à l'acte d'engagement.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **11.2 - Cautionnement**

Le titulaire est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre de l'accord-cadre sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

### **11.3 - Nantissement de l'accord-cadre**

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

Il est délivré, au gré du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de l'accord-cadre, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande.

La personne habilitée à fournir des renseignements mentionnés à l'article R. 2191-59 du Code de la commande publique est le directeur général de VNF.

### **11.4 - Retenue de garantie**

Sans objet

## **12 - Modalités de règlement des comptes**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- ✓ Au titulaire et à ses sous-traitants,
- ✓ Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

### **12.1 - Règlement des comptes au titulaire**

En application de l'article R. 2191-21 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

#### **12.1.1 Etablissement et adresse d'envoi des acomptes et demandes de paiement**

##### **➤ Les prestations concernées par les acomptes :**

La prestation à prix global et forfaitaire, ainsi que les prestations dont le délai d'exécution est supérieur à 3 mois, bénéficient de versement d'acomptes. Le règlement de ces sommes dues au titulaire au fait l'objet d'acomptes tous les 3 mois. Cet intervalle peut être ramené à un mois à la demande du titulaire dans le cas prévu à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique.

##### **➤ Les prestations concernées par le règlement partiel définitif :**

Les autres prestations dont le délai d'exécution est inférieur ou égal à 3 mois bénéficient d'un règlement partiel définitif. Ces paiements s'effectueront au fur et à mesure de la réalisation des bons de commande, sur service fait.

Le paiement des factures (acomptes ou règlement partiel définitif) est subordonné à la vérification de la prestation effectuée et la validation du livrable, par le représentant du pouvoir adjudicateur.

#### ❖ Acompte

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte indiquant les prestations effectuées et le montant concerné.

Le projet d'acompte établi par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la période considérée. Il indique les points suivants :

1. Le nom et l'adresse du titulaire,
2. Les références (numéro et date de notification du marché et du bon de commande) ;
3. Les prestations effectuées par celui-ci pour la période considérée ;
4. Le cas échéant, montant HT en prix de base de l'avance ;
5. L'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
6. Les primes ou réfaction HT dont les éléments de liquidation sont connus ;
7. L'incidence de la TVA ;
8. Le cas échéant, la retenue de garantie ;
9. Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance ;
10. Les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité ;
11. L'incidence de la révision des prix ;
12. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 4, 5, 6, 7 et 8 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires ;
13. Le récapitulatif des acomptes perçus.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte, c'est à dire la demande d'acompte assortie des corrections et compléments faits par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de ce qui précède.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture).

#### ❖ Demande de paiement (facture)

Sur la base des montants d'acompte établis par VNF, la **demande de paiement (facture)** est établie par le titulaire, conformément aux stipulations de l'article 11.4 du CCAG-PI.

Outre les mentions prévues dans le CCAG-PI, les demandes de paiement comprennent les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- les références (numéro et date de notification).

#### ❖ Paiement pour solde et règlements définitifs

Le(s) demande(s) de paiement correspondant aux **paiements pour solde et règlements définitifs** sont effectuées selon les stipulations de l'article 11.8 du CCAG-PI.

Elles comportent:

- La récapitulation des acomptes perçus,
- Les prestations (non payées) indiquant au minimum le détail des prestations effectuées ainsi que leur prix établi en prix de base hors TVA,
- Les mêmes indications que les demandes de paiement d'acompte.

#### ❖ Adresse d'envoi des demandes de paiement

En cas de co-traitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire de l'accord-cadre ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

Les entreprises devront déposer leur facture sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>.

Il est rappelé que l'**utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission**.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de co-traitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire de l'accord-cadre ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

Quel que soit le montant des prestations sous-traitées, le paiement sera effectué directement par VNF au sous-traitant (avocat postulant le cas échéant) sur présentation d'une facture agréée par le titulaire.

Le titulaire prévient immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement de taux de TVA qui lui est applicable. VNF n'est pas responsable des conséquences d'une omission du titulaire à ce sujet.

#### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

#### **12.1.2 Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire**

VNF se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans l'IBAN-BIC remis par le titulaire.

Les sommes dues au titulaire) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, présentée après la validation des prestations demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le comptable assignataire du paiement est l'agent comptable principal de VNF.

## 12.2 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

### → Désignation de sous-traitant(s) en cours d'exécution de l'accord-cadre

La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article L. 2193-1 du Code de la commande publique :

- ✓ la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- ✓ le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant proposé,
- ✓ le montant maximum des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant les conditions de paiement,
- ✓ les capacités professionnelles et financières de chaque sous-traitant.

Le titulaire doit joindre, en sus de la déclaration de sous-traitance l'attestation sur l'honneur du sous-traitant comprenant les déclarations qu'il a lui-même remises lors du dépôt de son offre à l'accord-cadre.

Par ailleurs, il devra établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire à VNF, doivent être établies en euro.

### → Modalités de paiement direct par virements

#### ❖ Modalités de règlement des comptes des cotraitants

La signature du/des demande(s) de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des co-traitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

#### ❖ Modalités de règlement des comptes des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à la demande de paiement une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans le prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la demande de paiement, signée par celui des co-traitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné.

Si le signataire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché public.

Le titulaire doit faire part de son accord (« Bon pour accord ») ou refus dans les quinze (15) jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé de la demande de paiement du sous-traitant, au sous-traitant et au représentant du pouvoir adjudicateur.

Par ailleurs, le sous-traitant adresse également au pouvoir adjudicateur sa demande de paiement, les factures correspondantes, l'accusé de réception ou du récépissé prouvant que le titulaire a bien reçu sa demande de paiement ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou non réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans un délai ne pouvant excéder trente (30) jours à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur la demande de paiement, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours en cas de silence du titulaire, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné aux dispositions ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.



## 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Concernant l'utilisation des résultats et les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire, il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI, sous réserve des dérogations apportées ci-dessous.

Les résultats du présent accord-cadre sont les livrables définis au CCTP, et notamment le catalogue des participants, les supports de présentation, le kit de communication, le site internet et les outils de réseaux sociaux.

Par dérogation au Chapitre 6 du CCAG-PI, le présent accord-cadre prévoit une cession à titre exclusif, des droits de propriété intellectuelle sur les résultats.

Le titulaire de l'accord-cadre cède, à titre exclusif, au pouvoir adjudicateur, et le cas échéant aux tiers désignés dans le bon de commande, l'intégralité des droits patrimoniaux afférents à ces résultats, permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, soit le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre. Les résultats étant ou pouvant être publiés sur internet, les droits sont cédés pour le monde entier.

Le pouvoir adjudicateur (et le cas échéant les tiers désignés dans le bon de commande) pourra(ont) faire usage des résultats, même partiels et pour toute utilisation entrant dans son(leur) champ de compétence matérielle et territoriale, au fur et à mesure de la réalisation des résultats des prestations objet de l'étude et pour une durée de 30 ans à compter de la date de livraison des résultats, notamment dans les cas suivants:

- droit d'apporter des modifications aux livrables,
- réutilisation des résultats dans un autre contexte ou pour des besoins ne découlant pas de l'objet du marché (exemple : utilisation des contacts du catalogue pour l'organisation d'autres événements) ;
- usage pour des besoins de communication interne ou externe ;
- diffusion des résultats dans les dossiers de consultation et communication à des entreprises candidates à de futurs marchés ou contrats, aux AMO de VNF et aux autres parties prenantes de la convention Riverdating ;
- droit de publier librement les livrables (à l'exception du bilan financier) ;
- pouvoir utiliser, modifier, reproduire, traduire, diffuser, céder à des tiers, et exploiter y compris commercialement les livrables, reproduire et éditer en intégralité ou par extraits les travaux réalisés par le titulaire, sans limitation du nombre d'exemplaires, en tout format, par tout moyen et sur tout support.

Ainsi, pour tous modes d'exploitation et sur tous supports actuels ou futurs, en ce compris sur les supports papiers, magnétiques, optiques, audio, vidéo, numériques, internet et intranet, sans que cette énumération soit limitative, les droits suivants sont cédés par le titulaire du marché, au pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de la réalisation des résultats des prestations objet de l'étude :

a) le droit de reproduction, y compris l'édition et la réécriture, la numérisation, la reproduction graphique, selon toute technique et sur tout support physique ou numérique, y compris sur les réseaux numériques internet, intranet ou locaux ;

(b) le droit de représentation, y compris le droit de diffusion, émission, édition, publication, distribution, totale ou partielle, sur une base provisoire ou permanente, sur tous types de réseaux, y compris le câble, le satellite, les réseaux numériques internet, intranet ou locaux ;

(c) le droit de modification, d'arrangement, d'adaptation, de correction, de transcription, d'intégration, de modernisation, de personnalisation, d'adjonction ou de suppression de tout ou partie des résultats, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers ;

(d) le droit de traduction, en tout ou en partie, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, dans tout langage écrit ou parlé, y compris informatique ;

(e) le droit de commercialiser, prêter, louer, vendre, accorder une licence sur les résultats, sous quelque forme que ce soit, en ce compris le droit de les déposer en tant que marques, dessins et modèles, copyright ou autres droits de propriété intellectuelle.

En complément de l'article 35.1.1 du CCAG-PI, les résultats pourront également être utilisés pour d'autres besoins que ceux découlant de l'objet du présent accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre comprennent le prix de la cession à titre exclusif des droits de propriété intellectuelle sur les résultats. Une ligne de prix est prévue pour cette cession dans la DPGF.

Le titulaire s'engage à citer, le cas échéant, les sources des études et recherches qu'il pourrait être conduit à utiliser pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre. Le titulaire garantit également au pouvoir adjudicateur la jouissance paisible des connaissances antérieures à la mise en œuvre des prestations.

Les documents confiés au titulaire restent la propriété de VNF. Le titulaire devra restituer à l'issue de l'accord-cadre l'ensemble des documents qui lui auront été communiqués par VNF et dont la liste aura été dressée par VNF.

VNF, titulaire de la marque Riverdating (concédant) en autorise l'exploitation sous licence par le titulaire du marché (licencié) pour toute utilisation dans le strict cadre de la réalisation de l'objet du marché. Cette autorisation d'exploitation sous licence est concédée par VNF au titulaire sans redevance spécifique.

## 14 - Pénalités

### 14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de retard sur les délais d'exécution contractuellement prévus, le titulaire encourt, dans les conditions prévues au CCAG-PI, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 300$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R = le nombre de jours ouvrés de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-PI et de l'article 6.2 du présent CCAP. Les jours de retard s'entendent hors samedis, dimanches et jours fériés.

### 14.2 - Autres pénalités spécifiques

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, il est prévu les pénalités supplémentaires suivantes :

Pénalités	Occurrence	Valeur	Précisions
Pénalités pour non atteinte des objectifs de recrutement des participants	Forfaitaire	3 à 10% du prix forfaitaire	En cas de non-respect cette condition pour le profil donneurs d'ordres, remise sur le montant de la partie forfaitaire sera appliquée comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>- 3% en cas de renouvellement de 40 à 50% seulement par rapport à la liste des donneurs d'ordres présents en 2022 et 2023,</li><li>- 7% en cas de renouvellement de 30 à 40% seulement,</li><li>- 10% en cas de renouvellement de 20 à 30% seulement.</li></ul>
Pénalités pour non-transmission des éléments liés à la commercialisation de l'évènement dont le bilan	Forfaitaire	500 €	En cas de non-transmission des éléments liés à la commercialisation de l'évènement, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par non-transmission.
Pénalités pour non-transmission des éléments liés à la commercialisation de l'évènement dont le bilan	Journalière	50 €	En cas de non-transmission des plans 3D finalisés à la date prévue, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour de retard jusqu'à réception des plans.

Pénalités pour retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée, y compris le chef de projet	Journalière	500 €	<p>Le titulaire dispose de 15 jours pour procéder au remplacement d'un membre de l'équipe, y compris le chef de projet, lorsque ce dernier n'est plus affecté définitivement ou temporairement à la présente prestation intellectuelle.</p> <p>En cas de retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée, y compris le chef de projet, par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 500 € par jour ouvré à partir du premier jour de retard et jusqu'à la résiliation de l'accord-cadre.</p> <p>En cas de proposition d'un remplaçant et de récusation de ce dernier par le représentant du pouvoir adjudicateur tel que mentionné au 3.3 du présent CCAP, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 15 jours pour proposer un remplaçant. Passé ce nouveau délai, la pénalité mentionnée ci-dessous s'applique.</p> <p>En cas de retard dans la proposition de remplacement d'un membre de l'équipe dédiée, y compris le chef de projet, par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 500 € par jour ouvré à partir du premier jour de retard et le cas échéant jusqu'à la résiliation du marché.</p>
Pénalités pour absence aux réunions	Forfaitaire	250 €	Toute absence non excusée d'un représentant qualifié du titulaire ou d'un de ses sous-traitants désignés à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué, ou à une formation, sera pénalisée. Est également considérée comme absence la représentation du titulaire par une ou des personnes non qualifiées ou l'absence répétée excusée (plus de 1 fois sur 2 réunions consécutives). La pénalité est de 250 € par absence.
Pénalités relatives à l'insertion par l'activité économique	Forfaitaire	60 €	<p>En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives à l'insertion, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 60 € par heure d'insertion non réalisée.</p> <p>En cas d'absence ou de refus de transmission dans le délai imparti des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard.</p>
Pénalités relatives à la réduction des impacts environnementaux	Forfaitaire	de 1 500 € à 5 000 €	<p>En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives à la réduction des impacts environnementaux, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans le cas où l'écoconception des stands représenterait entre 31 et 49% du montant total commandé pour les stands, une pénalité forfaitaire de 1 500 € sera appliquée au titulaire.</li> <li>- Dans le cas où l'écoconception des stands représenterait entre 11 et 30% du montant total</li> </ul>

			<p>commandé pour les stands, une pénalité forfaitaire de 2 500 € sera appliquée au titulaire,</p> <p>- Dans le cas où l'écoconception des stands représenterait moins de 10 % du montant total commandé pour les stands, une pénalité forfaitaire de 5 000 € sera appliquée au titulaire,</p> <p>En cas d'absence ou de refus de transmission dans le délai imparti des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la réduction des impacts environnementaux, le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard.</p>
--	--	--	--

### 14.3 – Règles communes aux différentes pénalités

Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités ne peuvent excéder 20% du montant de la prestation à propos de laquelle est calculée la pénalité. Le cumul des pénalités appliquées ne peut excéder 10% du montant maximum du présent marché.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

#### Répartition des pénalités entre cotraitants

En cas de cotraitance et lorsque le paiement est effectué sur des comptes séparés, le montant des pénalités est réparti entre les cotraitants conformément aux indications figurant dans l'acte d'engagement.

En l'absence d'indications, les pénalités sont retenues en totalité auprès du mandataire.

## 15 – Changements affectant la situation du titulaire

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire (ou le mandataire d'un groupement le cas échéant) est tenu de communiquer par écrit à VNF tout changement ayant une incidence sur le statut de la société ou des sociétés, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent accord-cadre.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que VNF ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont VNF n'aurait pas eu connaissance.

## 16 - Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et co-traitants inclus) doit justifier, avant la notification de l'accord-cadre, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée de validité du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion des prestations, objet du marché.

## 17 - Résiliation du contrat

### 17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

#### 17.1.1 Résiliation pour faute du titulaire

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre pour faute sont définies à l'article 39 du CCAG-PI. Les articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par le directeur général de VNF lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de 15 jours, dans les cas mentionnés à l'article 39-2 du CCAG-PI, en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

#### **17.1.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

En application de l'article 27 du CCAG-PI, VNF peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire.

#### **17.1.3 Résiliation unilatérale du fait de VNF**

Le directeur général de VNF se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postale ou courrier électronique avec avis de réception.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation. Le titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de 15 jours après la résiliation de l'accord-cadre.

Le paiement des prestations se fait au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

### **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Ethique et respect des principes de développement durable**

Signataire de la charte de Développement durable des Etablissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales, environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives. Plusieurs directions de VNF sont certifiées selon la norme ISO 14001, preuve de l'engagement de l'établissement pour intégrer les meilleures pratiques environnementales.

L'établissement souhaite également la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'Entreprise.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants:

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000)
- Les principes du projet de Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000)
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement (ISO 14001), de sécurité du travail (OHSAS 18001) ou de qualité (ISO 9001)

## 19 - Règlement des litiges et langues

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour aboutir à un règlement raisonnable et dans les meilleurs délais des litiges qui résulteraient de l'application des dispositions du présent accord-cadre.

En cas de litige entre les parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

En cas d'échec de la démarche de règlement amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Lille :

Tribunal Administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire  
CS 62039  
59014 Lille Cedex  
Téléphone : +33 3 59 54 23 42 Télécopie : +33 3 59 54 24 45

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 20 - Dérogations au CCAG - Prestations Intellectuelles (CCAG-PI)

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI
- L'article 4.3 du CCAP déroge aux articles 3.4 dont 3.4.1 du CCAG-PI
- L'article 8.2 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-PI
- L'article 8.4 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG-PI
- L'article 8.5 du CCAP déroge aux articles 29.2.1 et 29.4.2 du CCAG-PI
- L'article 13 du CCAP déroge au Chapitre 6 du CCAG-PI
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-PI
- L'article 14.2 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI
- L'article 14.3 du CCAP déroge aux articles 14.1.2 et 14.3 du CCAG-PI
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-PI
- L'article 17.1.3 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG-PI